

Dictateurs africains pour *les Nuls*¹ : Mode d'emploi

Glossaire satirique pour reconnaître les ficelles du pouvoir autoritaire



Dictateurs africains pour les Nuls : Mode d'emploi



GUIDE SATIRIQUE • S40-26

16 ficelles, 4 familles.

Le fauteuil tourne, les ficelles restent.

Ces mécanismes ne sont propres à aucun continent.

RÉCIT ET IMAGE	RÈGLES DU JEU	ALLIANCES ET RENTES	SORTIE DU POUVOIR
1 Crise fondatrice 5 Populisme du panier 6 Effet Halo 8 Tour du monde	2 Verrouillage en douceur 3 Scrutin à terrain inégal 4 Constitution élastique 15 Conversion électorale	7 Casting des anciens loups 9 Carnet des parrains 10 Multipolarité 11 Mine au trésor	12 Parachute doré 13 Pacte du Titanic 14 Parapluie d'immunité 16 Examen final

TEST CITOYEN

Elections ?
Libertés ?
Pouvoir limité ?
Contre-pouvoirs ?
Alternance ?

Diapason © 2026 | Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13 | 102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris

S40-26 | 02 octobre 2026 | Rédaction Diapason

Le continent africain ne forme pas un modèle politique unique, et les mécanismes décrits ici ne lui sont pas propres. Ce manuel les rassemble pour mieux les reconnaître. Il s'appuie sur la Bibliothèque documentaire de Diapason, notamment sur « Les dirigeants africains et le pouvoir » et « Madagascar : Entre rêves démocratiques et réalités autoritaires ». Comme le rappelle ce dernier article, des élections et des institutions peuvent subsister alors que leur capacité à limiter le pouvoir s'affaiblit.

1. La crise fondatrice : promettre le sauvetage

Commencez par désigner une crise réelle, aggravée ou savamment mise en scène, puis présentez-vous comme la réponse évidente : ordre, modernisation, souveraineté, rupture. Dans la version démocratique du récit, la popularité ne remplace toutefois ni la Constitution ni le consentement des citoyens. En mars 2009, l'Union africaine a qualifié d'inconstitutionnelle la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina. Une promesse de salut peut ouvrir un chapitre politique ; elle ne transforme pas à elle seule une rupture en mandat légal.²

¹ Librement inspiré de la collection « [Pour les Nuls](#) »

² <https://oau-aec-au-documents.uwazi.io/entity/qtt1poiyyqeka721abxbnjyvi?file=1532205263902n8xnd3ws59cnikkz5t1grdx6r.pdf&page=2>

2. Le verrouillage en douceur : réduire la marge des institutions

Inutile, pour le personnage de ce manuel, de fermer toutes les portes d'un seul coup. Il suffit parfois d'affaiblir progressivement les arbitres, de rendre les médias plus prudents, de compliquer le travail des associations et de traiter la critique comme une menace contre l'État. Le Parlement continue de siéger, les tribunaux de rendre des décisions : leur autonomie, elle, se mesure à leur capacité de contrarier le pouvoir, voire de s'opposer frontalement à lui. « Les dirigeants africains et le pouvoir » et « Madagascar : Entre rêves démocratiques et réalités autoritaires » décrivent ces glissements et leurs effets sur les contre-pouvoirs.

3. Le scrutin à avantage intégré : garder l'urne, inégaliser le terrain

Conservez les bulletins, les affiches et la soirée électorale : le décor est rassurant. L'inégalité se loge plutôt dans l'accès aux médias, aux ressources publiques, aux salles, aux financements et à la possibilité de faire campagne sans intimidation. Un avantage du sortant existe aussi dans des démocraties ordinaires ; le signal d'alarme apparaît lorsque l'opposition ne peut ni convaincre librement, ni contester les résultats, ni espérer l'alternance. Les normes de l'Union africaine et les travaux sur l'avantage des sortants aident à distinguer compétition et façade.³

4. La Constitution élastique : étirer le mandat

Quand l'échéance approche, découvrez soudain que le pays a besoin de continuité, que le chantier n'est pas terminé ou que la stabilité vaut bien une petite retouche. Les règles de durée et de limitation des mandats deviennent alors un test décisif : ont-elles été modifiées par une procédure régulière et un débat ouvert, ou sous la pression du pouvoir en place ? La présidence à vie est l'horizon caricatural de cette rubrique ; elle n'est pas une fatalité africaine. La Charte africaine sur la démocratie rappelle que les changements constitutionnels doivent respecter les principes démocratiques.⁴

5. Le populisme à hauteur de panier : répondre aux besoins immédiats

Les PPN, produits de première nécessité, parlent parfois plus vite qu'un grand discours sur la réforme. Baisse de prix, distribution de biens, promesse d'eau ou d'électricité, emploi, concert où l'on fait danser la foule, inauguration : tout peut devenir une scène où le pouvoir se rend visible. La pyramide de Maslow sert ici d'image pédagogique : les besoins immédiats pèsent lourd dans la vie quotidienne, surtout quand ils sont urgents. Ce n'est pas une loi qui prédit le vote. Une politique publique universelle n'est pas du clientélisme ; la question est de savoir si l'aide est durable, équitable et indépendante d'un soutien politique. Les recherches sur les campagnes et les cadeaux électoraux éclairent cette frontière.⁵

6. L'effet Halo : laisser l'image déborder sur le bilan

Un chantier inauguré, une veste impeccable, un sourire assuré : parfois, l'impression de compétence s'étend à des sujets qu'on n'a pas encore examinés. C'est l'effet Halo, un raccourci de jugement bien documenté en psychologie sociale et étudié dans la perception de l'expertise politique. Il ne prouve pas qu'un dirigeant est compétent, ni que les électeurs se laissent tous convaincre ; il rappelle seulement qu'une image favorable peut colorer l'évaluation du reste. Pour le lecteur, le remède tient en une question simple : quelle preuve accompagne la photo ?⁶

³ <https://achpr.au.int/en/node/870>
<https://www.nber.org/papers/w34968>

⁴ <https://achpr.au.int/en/node/870>
<https://www.nber.org/papers/w34968>

⁵ <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-modern-african-studies/article/electoral-clientelism-as-status-affirmation-in-africa-evidence-from-ghana/EA4E85CF20F502F88B6A9DE65F06EDA2>
<https://academic.oup.com/afraf/article/119/477/587/5974813>

⁶ <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1532673X15600517>

7. Le casting des anciens loups : afficher l'ouverture

Invitez d'anciens rivaux, d'anciens ministres et quelques connaisseurs du système à rejoindre la grande table. Ils apportent expérience, réseaux et impression de pluralisme et savent où se trouvent les leviers administratifs. Dans le manuel satirique, la coalition s'élargit aux alliés accommodants tandis que les opposants irréductibles risquent l'exclusion, des pressions sélectives, voire des détentions contestées. Il faut distinguer une enquête judiciaire fondée sur des preuves d'une justice utilisée pour neutraliser un adversaire : c'est précisément l'indépendance des procédures qui permet de faire la différence. Les travaux sur la cooptation et la répression décrivent cette combinaison.⁷

8. Le tour du monde : serrer des mains et occuper la scène

Multipliez les sommets, les poignées de main et les photos devant les drapeaux. Une tournée diplomatique peut défendre de vrais intérêts nationaux ; elle ne se réduit pas à une collection de tapis rouges. La satire commence lorsque le nombre de clichés remplace celui des accords utiles, des investissements suivis ou des résultats pour la population. Une étude des déplacements diplomatiques de Mohammed VI montre qu'ils s'inscrivent dans des priorités de politique étrangère : les voyages ont donc un contenu à examiner, pas seulement une image à commenter.⁸

9. Le carnet des parrains : financer la politique et ses alliances

Dans la caricature du manuel, les oligarques locaux et d'autres acteurs économiques soutiennent un pouvoir en échange d'un accès aux décideurs, de règles favorables ou de marchés. Les bailleurs et institutions financières internationales, eux, financent en principe des programmes et des budgets publics, pas un dirigeant à titre personnel. Leur appui peut renforcer un gouvernement, mais son effet dépend des conditions, de la transparence et des contrôles. Le risque apparaît lorsque les frontières entre argent public, financement politique et intérêts privés deviennent opaques. « Madagascar 65 ans après - L'architecture de la dépendance » et « L'économie fantôme d'une nation spoliée » démontent la mécanique de ces relations.⁹

10. La multipolarité : multiplier les partenaires

Diversifiez les partenaires extérieurs : cette stratégie peut accroître la marge de négociation d'un État et éviter une dépendance exclusive. Dans notre manuel, elle sert aussi à disperser les leviers d'influence et à mettre plusieurs interlocuteurs en concurrence. Mais changer de partenaire ne garantit ni autonomie ni meilleur contrôle démocratique. Les recherches sur les partenariats au Sahel montrent qu'ils répondent à des besoins sécuritaires tout en pouvant contribuer à la légitimation des autorités. Le bon réflexe consiste à demander qui décide, qui paie et qui contrôle les résultats.¹⁰

⁷ <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03050629.2015.1006727>
<https://academic.oup.com/afraf/article-abstract/120/478/78/6118572>

⁸ <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/00219096251359238>

⁹ <https://cepr.org/publications/dp19855>
https://www.oecd.org/en/publications/anti-corruption-and-integrity-outlook-2024_968587cd-en/full-report/component-9.html
<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17419166.2018.1555691>

¹⁰ <https://www.frontiersin.org/journals/political-science/articles/10.3389/fpos.2026.1836500/full>

11. La mine au trésor : négocier les ressources nationales

Pétrole, minerais, terres, infrastructures : les contrats conclus au nom du pays engagent souvent ses revenus pour longtemps. Pour le satirique apprenti, la cérémonie de signature est photogénique ; pour le citoyen, les clauses, les bénéficiaires réels, les recettes publiques et la valeur créée localement comptent davantage. C'est dans l'opacité que des intérêts privés peuvent se servir au passage. Dans « Madagascar 65 ans après - L'architecture de la dépendance », la grille SCOR (Structures, Circulation, Opacité, Reproduction) aide à suivre les circuits de rente. Les règles de transparence de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives recommandent notamment la publication des contrats et des bénéficiaires effectifs.¹¹

12. Le parachute doré : rêver d'une retraite bien répartie

Le parfait personnage de cette rubrique ne pense pas seulement au prochain mandat : il imagine déjà des appartements sous plusieurs latitudes et un patrimoine soigneusement diversifié. Il n'est pas illégal d'ouvrir un compte à l'étranger ou d'y immatriculer une société. En revanche, l'origine des fonds, leur déclaration et l'identité du bénéficiaire sont déterminantes. Les structures opaques et prête-noms peuvent compliquer les enquêtes et dissimuler des avoirs issus de la corruption. Les guides StAR de la Banque mondiale expliquent ces risques sans que la seule existence d'un actif à l'étranger constitue une preuve de faute.¹²

13. Le pacte du Titanic : rendre la chute coûteuse pour tous

Quand emplois, contrats, protections et avenir politique semblent attachés à un seul centre de décision, chacun peut finir par défendre l'édifice pour se protéger lui-même. C'est la logique du « si le chef tombe, tout le monde tombe » : une coalition d'intérêts rend la rupture plus risquée pour ses membres. Mais cette solidarité de circonstance n'est pas une stabilité durable. Les rivalités internes, la succession mal préparée et la perte des ressources peuvent fissurer le bloc. Les études sur la survie des régimes autoritaires montrent combien ces équilibres dépendent des coalitions d'élites.¹³

14. Le parapluie d'immunité : espérer que la justice attendra

Les immunités dépendent des fonctions, des juridictions et des textes applicables ; elles ne forment pas un bouclier universel. Le Statut de Rome prévoit que la qualité officielle ne fait pas obstacle à la responsabilité devant la Cour pénale internationale. Le Protocole de Malabo de l'Union africaine prévoit, pour sa part, des immunités contestées pour certains dirigeants et hauts responsables en exercice ; l'état de sa ratification doit être vérifié dans les sources officielles. Le lecteur retiendra surtout que protection temporaire et impunité définitive ne sont pas synonymes.¹⁴

15. La conversion électorale : changer de costume

L'histoire malgache offre un cas concret, qu'il faut raconter sans lui prêter un scénario secret. Après la crise de 2009 et la prise de pouvoir qualifiée d'inconstitutionnelle par l'Union africaine, Andry Rajoelina a retiré sa candidature en janvier 2013 pendant la transition. Il a ensuite remporté l'élection présidentielle de 2018 selon les résultats proclamés par la Haute Cour constitutionnelle. Cette chronologie illustre un retour par les urnes ; elle ne démontre pas qu'il aurait été planifié dès le départ.¹⁵

¹¹ <https://eiti.org/guidance-notes/contracts-and-licenses>
<https://eiti.org/beneficial-ownership>

¹² <https://star.worldbank.org/publications/politically-exposed-persons>
<https://star.worldbank.org/publications/signatures-sale-how-nominee-services-shell-companies-are-abused>
¹³ <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03050629.2015.1006727>
<https://academic.oup.com/afraf/article-abstract/120/478/78/6118572>

¹⁴ <https://www.icc-cpi.int/fr/publications/textes-juridiques-fondamentaux/statut-de-rome-de-la-cour-penale-internationale>
<https://au.int/fr/node/43893>

¹⁵ <https://oau-aec-au-documents.uwazi.io/entity/qtt1poiyyqeka721abxbnjyvi?file=1532205263902n8xnd3ws59cnikkz5t1grdx6r.pd&page=2>

16. Examen final : cinq questions pour le lecteur

Avant de refermer ce manuel, reprenez les cinq tests proposés dans « Madagascar 2026 : quand la démocratie change de nature » :

Les élections sont-elles crédibles ? Les libertés sont-elles protégées ? Le pouvoir est-il limité ? Les contre-pouvoirs peuvent-ils agir de façon autonome ? L'alternance reste-t-elle possible ?

Si toutes les réponses dépendent d'une seule personne, le glossaire a rempli son rôle : rendre les ficelles visibles, ainsi que leur coût pour les citoyens et les institutions.¹⁶

Rédaction - Diapason



¹⁶ https://au.int/en/speeches/20130422?qt-qt_documents_sp=1
<https://www.hcc.gov.mg/?p=4760>
<https://achpr.au.int/en/node/870>
<https://www.nber.org/papers/w34968>